

Appel à contributions / Call for papers

Numéro spécial *Économie et Institutions*

« Néolibéralisme et institutionnalisme : de la critique du Consensus de Washington à l'institutionnalisme féministe »

Le Consensus de Washington est un ensemble de mesures (Williamson 1990), généralement résumé par le triptyque stabilisation, libéralisation, privatisation, qui devient, avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale, la source d'inspiration principale des programmes de réformes structurelles mis en œuvre dans les années 1990 dans de nombreux pays, notamment en Amérique Latine, en Afrique sub-saharienne et en Europe centrale et orientale. Face aux résultats pour le moins décevants de ces programmes sur tous les continents (Rodrik 2006), la Banque mondiale reconnaît leur échec au cours de la décennie suivante. La cause principale de cet échec réside, selon elle, dans l'insuffisante prise en compte des institutions dans l'analyse (World Bank 2005). Ce faisant, elle participe plus largement à la reconnaissance du rôle des institutions dans la dynamique économique et au « tournant institutionnaliste » en économie (Evans 2005). Cette reconnaissance ne signifie pas pour autant une remise en cause radicale du paradigme néoclassique, mais conduit notamment les organisations internationales ainsi que de nombreuses ONG à définir un nouveau paradigme d'analyse et d'action basé sur le « développement social ». Un des aspects du développement social met l'accent sur la pauvreté des femmes (Prévost et Palier 2007), qui sont désormais ciblées spécifiquement par les politiques de développement, à travers des thématiques nouvelles telles que l'empowerment, le capital humain, le microcrédit (Guérin 2015). Ce renouveau théorique s'est traduit également par le développement, dans les années 1990-2000, de l'institutionnalisme féministe aux Etats-Unis (Waller & Jennings 1990 ; Jennings 1993), stimulé également par le courant *Feminist Economics* qui commence à se constituer (Ferber & Nelson 1993). Cette problématique est néanmoins plus ancienne. Dès la fin du 19^{ème} siècle, le courant institutionnaliste est d'emblée sensible à la question des inégalités entre hommes et femmes et de la division sexuelle du travail, ainsi qu'à leur portée sociale. Cependant, après les travaux pionniers de Thorstein Veblen (1894 ; 1899) et de Charlotte Perkins Gilman (1903) sur le statut social et économique des femmes, la question est délaissée par l'économie institutionnaliste. À partir des années 1990, le lien entre « ancien institutionnalisme » (Chavance 2007) et institutionnalisme féministe est l'occasion de nouveaux débats (Waller et Jennings 1990 et 1991). Bien que cette discussion ait mis en évidence de nombreux points communs entre institutionnalisme et féminisme (par exemple, le rôle du contexte historique et social, la fausse dichotomie entre privé et public (Jennings 1993) ; la définition de l'objet de l'économie comme « social provisioning » (Power 2004) ; la fausse autonomie de l'*homo oeconomicus* (Ferber & Nelson 1993) ; etc.), cette approche d'un institutionnalisme féministe ne s'est jamais imposée comme une question centrale ni dans l'économie féministe, ni dans l'économie institutionnaliste.

Récemment, le lien entre institutionnalisme et féminisme a fait l'objet de plusieurs publications (Morel 2007 ; Fraser 2014 ; Morel *et al.* 2019), notamment autour de la question de la critique du néolibéralisme (Waller & Wrenn 2021). C'est ce lien que ce numéro spécial se propose d'étudier, en mettant en évidence comment la critique du néolibéralisme a permis l'émergence de nouvelles contributions institutionnalistes, depuis la critique du Consensus de Washington jusqu'au renouveau de l'institutionnalisme féministe. Les contributions pourront être de nature historique, renouvelant l'analyse du « tournant institutionnaliste », ou théorique, montrant comment des éléments de théorie féministe peuvent enrichir l'approche institutionnaliste. Les contributions empiriques sont également bienvenues, soit en mobilisant l'institutionnalisme féministe pour analyser les caractéristiques d'un régime d'accumulation néolibéral ainsi que ses transformations en cours, soit en analysant les évolutions néolibérales d'institutions dans lesquelles se (re)configurent les inégalités entre hommes et femmes (marché du travail, école, famille, protection sociale, relations professionnelles, etc.). Des contributions issues de toutes les disciplines relevant des sciences sociales seront les bienvenues (économie, mais aussi anthropologie, géographie, sociologie, etc.).

Références

- Evans, P. (2005). The challenges of the 'institutional turn' : new interdisciplinary opportunities in development theory. In V. Nee & R. Swedberg (eds), *The Economic Sociology of Capitalism*, Princeton University Press, Princeton.
- Ferber, M. A., & Nelson, J. A. (Eds.). (2009). *Beyond economic man: Feminist theory and economics*. University of Chicago Press.
- Fraser, N. (2014). Can society be commodities all the way down? Post-Polanyian reflections on capitalist crisis. *Economy and Society*, 43(4), 541-558.
- Guérin, I. (2015) *La microfinance et ses dérives. Emanciper, discipliner ou exploiter ?*, Demopolis.
- Jennings, A. L. (1993). "Public or private ? Institutional Economics and Feminism", in: Ferber M. & Nelson J. (Eds) *Beyond Economic Man. Feminist Theory and Economics*, Chicago: University of Chicago Press, pp 111-129.
- Morel, S. (2007). Pour une « fertilisation croisée » entre l'institutionnalisme et le féminisme. *Nouvelles questions féministes*, 26(2), 12-28.
- Morel, S., Jeffers, E., Lamarche, T., & Lefevre, C. (2019). Pour une économie féministe radicalement hétérodoxe. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (25).
- Perkins Gilman, C. (1903). *The Home. Its Work and Influence*. McClure Phillips and Co.
- Power, M. (2004). Social provisioning as a starting point for feminist economics. *Feminist economics*, 10(3), 3-19.

Prévost B. et Palier J. (2007). Le développement social : nouveau discours et idéologie de la Banque Mondiale, *Economie Appliquée*, LX(4), p.27-50.

Rodrik, D. (2006). Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion ? *Journal of Economic Literature*, vol. XLIV, December, 973-987.

Veblen, T. (1894). The Economic Theory of Woman's Dress. *The Popular Science Monthly*, 46, 198-206.

Veblen, T. (1899). *The Theory of the Leisure Class. An Economic Study of Institutions*, New York (N. Y.), Macmillan.

Waller, W., & Jennings, A. (1990). On the possibility of a feminist economics: The convergence of institutional and feminist methodology. *Journal of Economic Issues*, 24(2), 613-622.

Waller, W., & Jennings, A. (1991). A feminist institutionalist reconsideration of Karl Polanyi. *Journal of Economic Issues*, 25(2), 485-497.

Waller, W., & Wrenn, M. V. (2021). Feminist Institutionalism and Neoliberalism. *Feminist Economics*, 27(3), 51-76.

Williamson, J. (1990). What Washington Means by Policy Reform. In J. Williamson (ed.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened ?*, chap. 2, Institute for International Economics, Washington.

World Bank (2005), *Economic Growth in the 1990s : Learning from a Decade of Reform*. World Bank, Washington.

CALENDRIER

Les auteur.e.s peuvent soumettre des intentions d'articles d'environ 500 mots au comité scientifique jusqu'au 15 janvier 2023.

Les textes finalisés sont attendus pour le 15 juin 2023.

COMITE SCIENTIFIQUE

I. Berthonnet (Ladyss, Université Paris Cité, irene.berthonnet@u-paris.fr) ; P. Grouiez (Ladyss, Université Paris Cité ; pascal.grouiez@u-paris.fr) et E. Magnin (Ladyss, Université Paris Cité ; eric.magnin@u-paris.fr).

Special Issue *Économie et Institutions*

"Neoliberalism and Institutionalism: From the Washington Consensus Critique to Feminist Institutionalism"

The Washington Consensus is a set of measures (Williamson 1990), generally summarized by the three-fold combination of stabilization, liberalization and privatization, which became - with the support of the IMF and the World Bank - the main source of inspiration for the structural reform programs implemented in the 1990s in many countries, particularly in Latin America, sub-Saharan Africa and Central and Eastern Europe. Faced with the disappointing results of these programs across all continents (Rodrik 2006), the World Bank recognized their failure in the next decade, the main cause of which, according to the Bank, lay in the inability to take institutions into account in the process of reform (World Bank 2005). By so doing, it contributed to the broader "institutionalist turn" in economics (Evans 2005), namely the recognition of the role of institutions in economic dynamics. This did not imply a radical questioning of the neoclassical paradigm, but it led international organizations and many NGOs to define a new paradigm of analysis and action based on "social development". One aspect of social development focuses on women's poverty (Prévost and Palier, 2007), who are then specifically targeted by development policies through new issues such as empowerment, human capital and micro-financing (Guérin 2015).

This theoretical renewal in the 1990s was also reflected in the development of feminist institutionalism in the United States (Waller & Jennings 1990; Jennings 1993), stimulated by the emerging Feminist Economics school of thought (Ferber & Nelson 1993). The feminist question in institutionalism is yet much older. From the end of the 19th century, the institutionalist approach was clearly sensitive to the question of inequalities between men and women and the sexual division of labor, as well as to their social impact. However, after the pioneering work of Thorstein Veblen (1894; 1899) and Charlotte Perkins Gilman (1903) on the social and economic status of women, the issue was completely overlooked by institutional economics. From the 1990s onward, the link between "old institutionalism" (Chavance 2007) and feminist institutionalism was the object of further debate (Waller and Jennings 1990 and 1991). Although this discussion highlighted many similarities between institutionalism and feminism (e.g., the role of historical and social context, the fictitious dichotomy between private and public (Jennings 1993); the definition of economics as "social provisioning" (Power 2004); the artificial autonomy of homo oeconomicus (Ferber & Nelson 1993); etc.), this approach to a feminist institutionalism never emerged as a central issue in either feminist economics or institutionalist economics.

More recently, the link between institutionalism and feminism has been the subject of several publications (Morel 2007; Fraser 2014; Morel et al. 2019), especially around the critique of neoliberalism (Waller & Wrenn 2021). It is this specific connection that this special issue proposes to study, highlighting how the critique of neoliberalism has allowed the emergence

of new institutionalist contributions, from the critique of the Washington Consensus to the revival of feminist institutionalism. Contributions may be either historical, revisiting the analysis of the "institutionalist turn" or theoretical, showing how elements of feminist theory can enhance the institutionalist approach. Empirical papers are welcome too, either mobilizing feminist institutionalism to analyze the characteristics of a neoliberal accumulation regime as well as its ongoing transformations, or by analyzing neoliberal reconfigurations of the central institutions where gender inequalities are at play (labor market and organization, education, family, welfare, etc.). Contributions from all social sciences are welcome (economics, but also anthropology, geography, sociology, etc.).

References

- Evans, P. (2005). The challenges of the 'institutional turn' : new interdisciplinary opportunities in development theory. In V. Nee & R. Swedberg (eds), *The Economic Sociology of Capitalism*, Princeton University Press, Princeton.
- Ferber, M. A., & Nelson, J. A. (Eds.). (2009). *Beyond economic man: Feminist theory and economics*. University of Chicago Press.
- Fraser, N. (2014). Can society be commodities all the way down? Post-Polanyian reflections on capitalist crisis. *Economy and Society*, 43(4), 541-558.
- Guérin, I. (2015) *La microfinance et ses dérives. Emanciper, discipliner ou exploiter ?*, Demopolis.
- Jennings, A. L. (1993). "Public or private ? Institutional Economics and Feminism", in: Ferber M. & Nelson J. (Eds) *Beyond Economic Man. Feminist Theory and Economics*, Chicago: University of Chicago Press, pp 111-129.
- Morel, S. (2007). Pour une « fertilisation croisée » entre l'institutionnalisme et le féminisme. *Nouvelles questions féministes*, 26(2), 12-28.
- Morel, S., Jeffers, E., Lamarche, T., & Lefevre, C. (2019). Pour une économie féministe radicalement hétérodoxe. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (25).
- Perkins Gilman, C. (1903). *The Home. Its Work and Influence*. McClure Phillips and Co.
- Power, M. (2004). Social provisioning as a starting point for feminist economics. *Feminist economics*, 10(3), 3-19.
- Prévost B. et Palier J. (2007). Le développement social : nouveau discours et idéologie de la Banque Mondiale, *Economie Appliquée*, LX(4), p.27-50.
- Rodrik, D. (2006). Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion ? *Journal of Economic Literature*, vol. XLIV, December, 973-987.
- Veblen, T. (1894). The Economic Theory of Woman's Dress. *The Popular Science Monthly*, 46, 198-206.

Veblen, T. (1899). *The Theory of the Leisure Class. An Economic Study of Institutions*, New York (N. Y.), Macmillan.

Waller, W., & Jennings, A. (1990). On the possibility of a feminist economics: The convergence of institutional and feminist methodology. *Journal of Economic Issues*, 24(2), 613-622.

Waller, W., & Jennings, A. (1991). A feminist institutionalist reconsideration of Karl Polanyi. *Journal of Economic Issues*, 25(2), 485-497.

Waller, W., & Wrenn, M. V. (2021). Feminist Institutionalism and Neoliberalism. *Feminist Economics*, 27(3), 51-76.

Williamson, J. (1990). What Washington Means by Policy Reform. In J. Williamson (ed.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened ?*, chap. 2, Institute for International Economics, Washington.

World Bank (2005), *Economic Growth in the 1990s : Learning from a Decade of Reform*. World Bank, Washington.

DEADLINE

Authors may submit proposals of approximately 500 words to the scientific committee until January 15, 2023.

Final Papers are expected by June 15, 2023.

SCIENTIFIC COMMITTEE

I. Berthonnet (Ladyss, Université Paris Cité, irene.berthonnet@u-paris.fr); P. Grouiez (Ladyss, Université Paris Cité; pascal.grouiez@u-paris.fr) and E. Magnin (Ladyss, Université Paris Cité; eric.magnin@u-paris.fr).